

Les Etats africains s'interrogent sur leurs engagements en faveur de l'agriculture

Des ministres de l'agriculture africains, des responsables d'organisations paysannes et des experts des questions agricoles se sont réunis samedi 26 juin à Tripoli, en Libye, à l'occasion de la Journée du programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Ce programme, élaboré par le secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a été adopté en 2003 à Maputo, au cours d'un sommet de l'Union Africaine (UA). Il recommande notamment que 10% des budgets nationaux des pays africains soient consacrés à l'agriculture. Cette journée, ayant pour thème « *Investir dans l'agriculture pour réaliser la croissance économique et la sécurité alimentaire en Afrique* », s'est déroulée en marge de la 13^{ème} conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'UA qui a débuté le 1^{er} juillet à Syrte, en Libye.

Cette rencontre a été l'occasion de faire le bilan du PDDAA après 6 ans d'existence et de promouvoir la mise en œuvre de ses objectifs. A l'issue de la rencontre, il a été constaté que les investissements publics africains dans l'agriculture ont globalement diminué depuis 2003 et que les prix alimentaires ont flambé. Selon Mme Tumusline Rhoda Peace, commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de l'UA, « *Nous [les pays africains, NDLR] inondons les marchés étrangers plutôt que de nous orienter vers des échanges intra africains. Les produits développés en Afrique sont destinés aux pays occidentaux où ils sont transformés et revendus très chers en Afrique* ». Les conclusions de la réunion préconisent une collaboration plus étroite entre les programmes d'investissement et de recherche agricole de la FAO et de la Commission économique africaine (CEA) et une amélioration de la politique d'intégration régionale favorisant les échanges de produits agricoles entre les pays africains.

APE et questions agricoles au Sommet de la CEDEAO à Abuja

La plupart des chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest se sont réunis lundi 22 juin à Abuja, au Nigeria, pour la 36^{ème} session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO¹. Cette journée a été l'occasion d'évoquer des questions macro-économiques mais également les situations d'instabilité politique existant en Guinée-Bissau, en Guinée et au Niger.

Parmi les sujets économiques, les dirigeants ont évoqué l'avancement des négociations des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union Européenne. Dans leur déclaration finale, ils réitérent leur engagement à conclure un « *accord équitable axé sur le développement* ». Néanmoins, ils invitent les négociateurs à accélérer le processus de négociation pour parvenir à un tel accord fin octobre 2009. « *Il y a encore du travail technique (...). Pour l'Afrique de l'Ouest, la commission (européenne, NDLR) veut une libéralisation de 80% des échanges sur 15 ans. Nous voulons 60 à 70% sur 25 ans* » a expliqué en amont de la conférence Mohamed Ibn Chambas, le président de la commission de la CEDEAO. Les chefs d'Etat ont également discuté du marché commun d'Afrique de l'Ouest en entérinant en particulier l'adoption de la 5^{ème} bande du Tarif extérieur commun (TEC), qui permettra de taxer à hauteur de 35% certaines importations entrant dans la zone. Sur la question agricole, il a été demandé aux pays membres de la CEDEAO de finaliser les programmes nationaux et régionaux d'investissement agricole élaborés dans le cadre de la politique agricole commune de la CEDEAO, l'ECOWAP. La formalisation de ces programmes est, selon les responsables de la sous-région, garante du succès d'une conférence des bailleurs de fonds sur le financement de l'ECOWAP prévue fin 2009. A l'occasion de ce sommet, l'Espagne, par l'intermédiaire de son premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero, s'est également engagée à soutenir des projets de lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest, en particulier dans le domaine agricole, à hauteur de 262 millions d'euros.

OMC : déclarations d'intention en faveur d'une reprise des négociations

A l'occasion d'une réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui s'est tenue les 23 et 24 juin à Paris, le représentant américain au commerce, Ron Kirk, a déclaré que « *les Etats ont plus que jamais besoin d'une intensification des échanges commerciaux pour rebondir dans la crise économique actuelle* ». Cette déclaration fait suite à celle de Anand Sharma, ministre du commerce indien, qui s'est également montré favorable à une reprise des négociations. Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, s'est félicité de la volonté de ces deux acteurs majeurs des négociations de poursuivre les pourparlers. Il a également estimé que la conclusion du cycle de Doha en 2010 est « *techniquement faisable* ».

¹ Pays membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina-Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo.

Sources : AFP, Reuters, Pana, RFI, CEDEAO, FAO, Le Monde, Les Echos.